OUEST apl information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

APRÉS LE TRAFIC DU VIN...

... SPÉCULATION SUR LA SEMENCE DE TAUREAU ?..

(Page 11)

134 | 29 MARS | ABONNEMENT 12 NUMEROS 15,00 fr. | 1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73.82.48

DIR M. CLAVEL

apl : periodique nantes cccap 54701

IMP SPE A.P.L

apl : périodique nantes cccap 54701

AU MENU, CETTE SEMAINE.

Luttes Ouvrières

Page 2 - CARNAUD - Quelques réflexions sur la lutte.
Page 3 - CARNAUD (suite) - Le Mouvement des Cheminots.
Page 4 - Bus gratuit - Le Pellerin contre EDF.
Page 5 - Après 9 semaines de grève à SAUNIER-DUVAL - Après 5 semaines de grève à Redon chez REGENT - La lutte continue à FOUGERES -
Page 6 - Chronique du Haut Bocage :
. Cholet : Solidarité internationale contre MICHELIN -
. L'occupation continue à LOIZEAU-FOREZ -
. Les Herbiers : Fermeture de CAMBOS (chaussure) -
Page 7 - Angers : durcissement - La Roche : Grève - La Rochelle : occupation INSEE Nantes : grève - SECU Nantes : grève des paiements.

Justice

Page 8-9 - La nouvelle Gazette du Palais.
Page 10 - Le C.A.P. écrit à Lecanuet.

Luttes Paysannes

Pages 11-12 - Inséminateurs contre marchands de semence -

Quartiers

Page 13 - Une tour dans les espaces verts...

Santé

Page 14 - Antipsychiatrie : congrès du 4 - 7 mars -

Erdre

Page 15 - Le 1er mai : FETE DE L'ERDRE -

Solidarité

Page 16 - Les Brigades du Prince à TOULOUSE -
Page 17 - DIGNE... d'excitation à la débauche -

Cinéma

Page 18 - Vol au dessus d'un nid de coucou - Calmos : le film à scandale de l'année.

DE QUOI S'OCCUPER

Association des Amitiés Franco-Albanaises - Exposition et montage audiovisuel :
Jeudi 1er avril - de 14 à 23 H, Centre Social du Bout des Pavés
Vendredi 2 avril - de 18 à 23 H, Centre Social des Bernadières, St Herblain.

Jeudi 8 avril - Pour la constitution d'Amnesty International : réunion au Temple Protestant, Pl. E. Normand à 20 H 30.

Dimanche 11 avril - "SANTE ET TIERS-MONDE" ; journée ouverte à tous de 10 H à 17 H à la Pervenchère (6 kms de Sucé sur la route de Nort sur Erdre).
Documentaires - débats - Table ronde - boissons - Garderie.
Pour tout renseignement : Centre Nantes Tiers-Monde, 9, rue des Hauts Pavés.

100 FR POUR OUEST-INFO-APL S.A.R.L.

Ouest-Information APL va se constituer en SARL (Société Anonyme à Responsabilité Limitée). Il nous faut donc des "actionnaires" qui apportent une part du capital social nécessaire (2000 Fr). Pour multiplier le nombre de ces actionnaires le collectif a fixé les parts à 100 Fr par personnes physiques (individus) ou morales (groupes, organisations). Si vous avez quelques sous pour l'APL, contactez nous...

SFBI Carnaud : QUELQUES REFLEXIONS SUR LA LUTTE

Depuis 15 jours les négociations sur l'Accord d'Entreprise sont suspendues à la Société des Froges de Basse-Indre SFBI (anciennement CARNAUD Basse-Indre). Elles luttent sur plusieurs points :
- L'amélioration du pouvoir d'achat : 60 F,
- Le retour aux 40 heures,
- La garantie des ressources en cas de chômage,
- Le maintien du Pouvoir d'achat (prise en compte des indices syndicaux),
- La garantie de l'emploi.

Cinq points très importants quand on sait que depuis mai 75 il y a environ au moins un jour de chômage par semaine. Mais quand l'on est au chômage, que l'on perd jusqu'à 700 F par mois, que le patron ne veut pas céder,

Comment lutter?

Voilà bien la question qui se pose aujourd'hui de plus en plus fortement aux travailleurs et qui met mal à l'aise les syndicats.

Entre attendre les élections prochaines ou l'épreuve de force, la différence de conception de la lutte est grande.

Quelle démocratie ouvrière ?

A La SFBI, c'est l'Intersyndicale qui dirige tout. Quand il y a des A.G., ce sont en fait des meetings, il y a un grand discours et puis messieurs les travailleurs dispersez-vous. De plus en plus d'ouvriers en ont marre de ces A.G. bidons, ils débrayent mais restent sur le tas ou partent chez eux. Pourtant cette année, la CFDT après de longues discussions avaient changé sa position quant à la conduite de la lutte. S'il faut donner de l'importance à la démocratie syndicale, à l'analyse propre du syndicat ; elle était d'accord pour que les A.G. se fassent par ateliers afin que les travailleurs discutent de leurs revendications et des formes de lutte. Mais cette proposition ne plait pas à la CGT qui n'en veut surtout pas. De fait, il serait bien difficile d'expliquer devant des O.S. une augmentation du pourcentage.

Intervenir conjointement dans la CGT a la CFDT

Cette avancée de la CFDT est dûe aux batailles que mène la gauche ouvrière et aussi parce que c'est le seul moyen de s'exprimer clairement devant tous les travailleurs.En fait, le problème posé est l'intervention conjointe de la gauche ouvrière à la fois dans la CFDT et la CGT pour que les 2 syndicats progressent ensemble.

Quelle forme, quelle centralisation des luttes ?

Aujourd'hui à la SFBI, le problème posé est celui de la centralisation des luttes et de leur forme
Faire trois heures de grève par semaine comme cela se fait depuis trois semaines ne fait que réduire le chômage et ne fait pas très mal au patron.
Par contre, réduire la production de moitié, organiser des grèves tournantes qui désorganisent la production sans faire perdre d'argent aux ouvriers.
Voilà deux formes d'action très chouettes mais il faudrait pour cela qu'elles soient vraiment décidées après discussion de tous les travailleurs. Or, ce n'est pas le cas.
D'autre part, ce genre d'action a de grandes chances de mener au lock out, c'est-à-dire à l'épreuve de force.

Centraliser les luttes

Or, on ne va pas à l'épreuve de force dans le contexte actuel, boîte par boîte sinon c'est le casse-pipe. Il suffit de voir les dernières luttes qu'il y a eu à Nantes et Saunier-Duval tiendra-t-il le coup encore longtemps ?
Pour la SFBI le problème est le même : faire aboutir les revendications, c'est aller à l'épreuve de force, c'est centraliser les luttes dans toutes les usines de fer-blanc et la métallurgie nantaise au moins. Or, jusqu'à présent, Carnaud obtenait de bons accords seul et se souciait peu des autres boîtes en lutte.
On a vu très rarement les travailleurs de Carnaud défiler dans les manifs de la métallurgie nantaise.

Mais pour les réformistes, l'épreuve de force c'est bien trop dangereux. La tactique de pression et négociation vaut bien mieux pour eux. Car l'épreuve de

...

...

force c'est le risque d'être débordé par la base, c'est le problème de la démocratie ouvrière qui est posée, c'est l'auto-défense , ce sont les formes de transition au socialisme qui sont posées, etc... et de tout cela, les travailleurs en font l'expérience dans leur lutte que c'est bien trop dangereux pour les réformistes.

Malgré tout, ils n'imposeront pas toujours leur volonté, car ils sont bien obligés de tenir compte de tous ceux à la base qui veulent que ça change tout de suite sans attendre les élections.
La gauche ouvrière a un rôle important pour y arriver.

Un ouvrier de chez CARNAUD

LE MOUVEMENT DES CHEMINOTS

Nantes : On continuera !

Depuis le début de la grève, il y a 100 % de grévistes chez les roulants et 80 % dans les autres services !
L'action est très dure. Les gars se mettent devant les trains pour les empêcher de partir. Les flics sont intervenus plusieurs fois pour faire partir les trains. A chaque fois, il y a des bousculades. Il ne part que trois trains par jour et à chaque fois, par l'intervention des flics et avec plusieurs heures de retard.

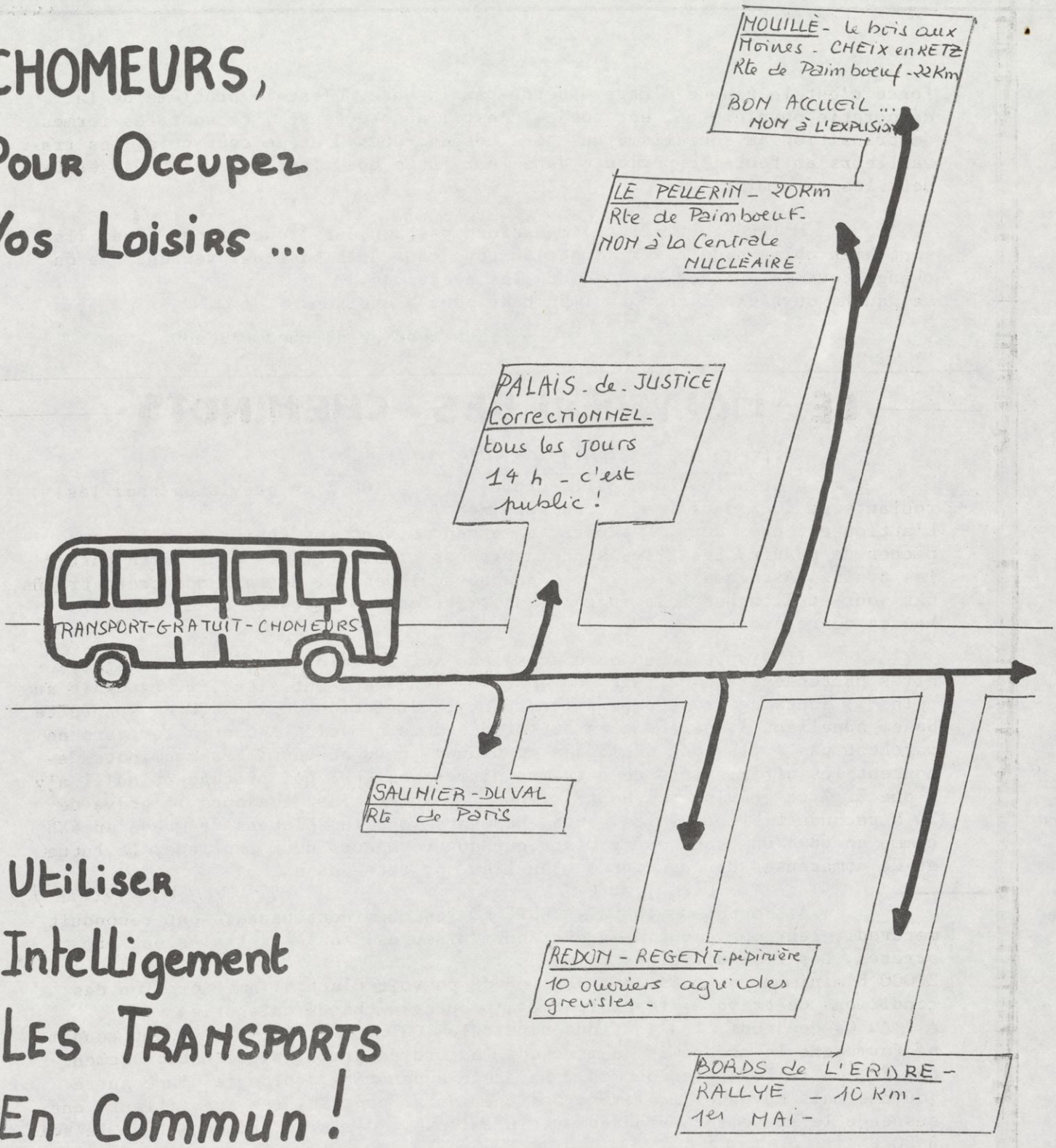
Il y a beaucoup de discussions sur le rôle des fédés. En effet, elles prétendent que du fait que certains syndicats ont signé, il faudrait au moins 15 jours de grève pour faire céder la direction de la SNCF et sur cette base, appellent à reprendre la boulot dès demain matin. A Nantes les gars ne marchent pas ! ils sont décidés à continuer jusqu'au bout. Les cheminots dénoncent les affirmations de certains dirigeants CFDT qui prétendent qu'il n'y a que 20 % de grévistes à Nantes. Pour l'instant c'est toujours la grève de 24 H reconductible tous les jours. Les gars font les piquets de grève en 4X8 comme en 68 ! Un tract a été distribué aux voyageurs pour expliquer la lutte et de nombreuses discussions ont eu lieu sur cette base. (- EXTRAIT "QUOTIDIEN DU PEUPLE")

A l'appel de la CGT, CFDT, FO les cheminots nantais ont reconduit mercredi, leur mouvement de grève pour 24 heures. Tous les trains ont été arrêtés. Les revendications communes :
2 000 F minimum par mois, progression du pouvoir d'achat, amélioration des conditions de travail, revendications propres à chaque catégorie.
A l'A. G. de jeudi, les sections syndicales CGT, CFDT, FO, FGAAC, ont condamné fermement le compromis de mercredi (accord salarial) signé nationalement par FO, et la FGAAC (autonomes). La grève a donc été prolongée d'une autre journée mais devant l'isolement des cheminots nantais, les travailleurs ont suspendu le mouvement vendredi matin à l'A.G., décision prenant effet le soir à 20 H.

Cholet, Angers

A la SNCF de Cholet et d'Angers la grève à été largement suivie malgré les tentatives de certains cadres de briser la grève et les faux bruits de reprise diffusé par les radios nationales.
A signaler, que FO s'est associé au mot d'ordre de la CGT, CFDT de grève reconductible tous les 24 heures.

CHOMEURS, POUR OCCUPEZ VOS LOISIRS ...



UTILISER INTELLIGEMENT LES TRANSPORTS EN COMMUN !

- ATTENTION ! -

Dans la Chronique Cinema p18 : titre mal imprimé - IL Faut lire : CALMOS : Le Film à SCANDALE DE L'ANNÉE -

"UNION DES CHÔMEURS"

Après "La Voix des Chômeurs", organe du Collectif Chômeurs CFDT (cf. A.P.L. nº 132), voici "L'Union des Chômeurs" publié par le Comité CGT de l'U.L. de Nantes.

Au sommaire de ce nº 1 (Avril 1976) :

- Pourquoi un Comité ?
- Le Chômage en Loire Atlantique ;
- La plate-forme commune CGT-CFDT ;
- Les femmes et le chômage, etc...

(Voir dans nos bonnes adresses, les lieux et dates des permanences du Collectif CFDT et du Comité CGT.)

BUS GRATUITS

A l'appel des U.L. CGT et CFDT, 70 chômeurs ont manifesté après un meeting à la Bourse du Travail, mardi 23, place du Commerce pour réclamer la gratuité des transports en commun. Ils ont diffusé un tract à la population et aux employés de la S.T.A.N. Le tract expliquait le sens de leur action : il faut se déplacer constemment pour chercher du travail et même... pour aller pointer ! Les tarifs des bus pèsent lourd dans un budget de chômeur ! Enfin, pour montrer qu'il faudrait encore lutter pour imposer cette mesure à CHAUTY (Président du Syndicat intercommunal des Transports), ils ont appliqué immédiatement la gratuité des transports en rentrant chez eux par le bus... sans payer.

La veille, une conférence de Presse du Comité CGT et du Collectif CFDT expliquait qu'il s'agissait, avec cette action, de rompre l'isolement des chômeurs, de les regrouper, pour lier ensuite, leur combat à celui des actifs. Déjà, l'isolement est moins grand : 2 500 chômeurs ont signé une pétition proposée par la CGT et la CFDT dans les files de pointage à l'A.N.P.E.

Les camarades de la CGT et de la CFDT ont souligné que la population des chômeurs reproduit les inégalités sociales : les femmes sont plus touchées que les hommes et moins souvent indemnisées, les manoeuvres que les ouvriers qualifiés, les immigrés que les Français.

Comme l'a dit un chômeur du Comité CGT : "En luttant contre le chômage, on lutte aussi contre le racisme".

(L'A.P.L. présente clandestinement à cette conférence, regrette de ne pas avoir été invitée).

LE PELLERIN contre E.D.F.

A l'appel du Comité de Défense de l'Environnement du Pellerin, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées vendredi soir, devant le mairie où se tenait une réunion d'information EDF sur l'énergie nucléaire. La réunion rassemblait les maires de Rouans, Cheix en Retz, du Pellerin, et CHAUTY, sénateur-maire de Saint Herblain, en tant que membre de la Commission Nationale de Sécurité Nucléaire et rapporteur au Sénat.

Les techniciens EDF n'ont pas daigné recevoir la population, ils ne consultent que les notables.

A 20 H 45, les flics prennent position devant la mairie.

Une réunion d'information s'est improvisée sur la rue.

après 9 semaines --- SAUNIER DUVAL

Entreprise de la métallurgie nantaise (fabrique de chauffe-eau, appareils de chauffage, etc...).
Trust : Pont à Mousson, 1 200 salariés, majorité d'OS et de femmes.
En lutte depuis neuf semaines (cf APL n° 132). En grève totale depuis que la patron a lockouté trois chaines de montage lundi dernier (environ 250 à 300 ouvriers) et envoyé les flics contre les grévistes ; une dizaine de travailleurs seulement ont accepté de rentrer sous la protection d'une milice patronale (le prétendu "Comité pour la liberté du travail").
Depuis le lock out est total jusqu'au lundi 29. La réponse des travailleurs de la métallurgie ne s'est pas fait attendre : mercredi 23 mars 5 000 métallos ont débrayé à l'appel des Unions Métaux CGT/CFDT. Rassemblement très combatif devant l'usine au son de chants révolutionnaires. Les appels répétés de Martin (CFDT) au nom de l'intersyndicale contre les "provocations" ont suscité des réactions hostiles : de nombreux travailleurs et travailleuses estimaient que le moment était venu pour une action résolue.

Dans les discussions, qui vont s'engager pour le renouvellement des accords d'entreprise, les travailleurs de Saunier-Duval et tous les métallos présents mercredi ont conscience qu'il s'agit de la première brèche ouverte dans la politique de l'UIMM (blocage des salaires).
En lançant une campagne de solidarité financière , les grévistes prouvent qu'ils ne sont pas prêts à rentrer pour des miettes.

Correspondance APL.

ouvriers agricoles — REDON (Régent)

REPRISE DU TRAVAIL APRES 5 SEMAINES DE GREVE

Première action collective d'envergure chez un pépiniériste de Loire-Atlantique ; la grève s'arrête sur un compromis : 60 centimes d'augmentation pour 90 demandés, avec réduction des horaires de 45 heures à 40 heures.

Pour en arriver là, l'action, qui bénéficiait du soutien d'une équipe de paysans, et de la solidarité ouvrière sur Redon s'était durcie. Nouvelle manifestation lundi et surtout séquestration du patron mardi, les ouvriers ayant appelé pour l'occasion, les paysans à la rescousse.
L'affaire REGENT ne fait que commencer. REGENT cumule : rachat d'une demie ferme sur Allaire en payant l'ha 400 000 F de plus que l'autre moitié de la ferme, haussant la mise à tel point que la SAFER avait renoncé à préempter. Achat d'une autre ferme sur Allaire, en exploitant la misère noire d'un paysan (le paysan s'est suicidé, sa femme est morte, Régent met les enfants à la porte. Achat probable d'une autre ferme encore.

Les ouvriers agricoles ont déclaré aux paysans qu'ils les soutiendraient en cas d'action anti-cumul.

FOUGERES (Réhault)

C.R.S TRICOLORES à RENNES

Manifestation des Réos (Fougères) mercredi dans le centre-ville contre les licenciements et la répression policière.
Les CRS qui sont intervenus devant le comissariat central ont été copieusement arrosés de peinture bleu et rouge par les manifestants, alors qu'ils essayaient de décrocher une pancarte fixée sur le comissariat.
Pas d'affrontements.

La grève continue.

Chronique du Haut-Bocage

Cholet SOLIDARITE INTERNATIONALE CONTRE MICHELIN

Premiers contacts avec MICHELIN-ESPAGNE en grève. VERS L'UNITE INTERNATIONALE des travailleurs au Trust Michelin !

Lundi à CHOLET, une délégation de 6 travailleurs de Michelin mandatés par 4 300 camarades en grève de 3 usines sur 4 que compte Michelin en Espagne. Ils exigent une augmentation de salaire (1 600 F au lieu de 1 000 F) et une réduction d'horaire (45 H au lieu de 48 H). Les conditions de la lutte sont particulièrement difficiles et le pseudo-libéralisme de Juan-Carlos dévoile sa vraie nature : des dizaines de licenciements pour fait de grève ont été prononcés, emprisonnement de militants combatifs, et la police a fait évacuer les ateliers occupés. Les travailleurs espagnols ont souligné les conditions unitaires de la lutte. L'assemblée souveraine des travailleurs constitue un front unitaire face au patron. Enfin, ils ont appelé à une action commune de tous les travailleurs de Michelin vers une unité internationale dans tout le trust Michelin.

Déjà cette unité commence à se réaliser ; à Vannes où la situation est toujours dans l'impasse (débrayages quotidiens, refus de chronométrages du temps de travail), les travailleurs espagnols ont été chaleureusement reçus. Il a été discuté de la Journée européenne d'action prévue le 18 mars et des actions de solidarité : collectes effectuées à Clermont-Ferrand et Vannes. Refus des heures supplémentaires par les Allemands et vente de bons de soutien de même pour les travailleurs belges.

LOISEAU-FEREZ TOUJOURS OCCUPE !

Le Tribunal menace d'envoyer les CRS.

Cette entreprise de transports comptait 33 salariés, et depuis une semaine suite à la mise en liquidation judiciaire, ils occupent les locaux pour s'opposer à la vente des camions. " Nous défendrons notre outil de travail, il est scandaleux qu'on se soucie de vendre les camions sans tenir compte des 33 salariés dont beaucoup comptent jusqu'à 20 ans d'ancienneté dans la boîte !".

Après une entrevue avec le syndic, la situation est dans l'impasse. Celui-ci refuse toute négociation sur l'emploi, la vente des camions doit servir à payer le déficit de la Société. Les travailleurs refusent de faire les frais d'une mauvaise gestion et exigent que l'entreprise soit reprise avec garantie des emplois existants. Le Tri bunal a décidé de suspendre de 24 heures sa décision d'arrêté d'expulsion. "Nous n'avons plus rien à perdre" déclarent les travailleurs. Si l'expulsion est prononcée, ce sera la première fois en Maine-Loire, jusqu'ici elle n'a pas été prise à Catin et à la CLS de Saumur. Mais dans le cas de Loizeau-Forez, il semble que l'argent de la vente des camions est plus important pour le tribunal que le droit au travail de 33 salariés.

Une manifestation de soutien a été organisée Vendredi soir à l'appel de la CFDT à CHOLET.

Les Herbiers CAMBOS FERME SES PORTES

La manufacture de chaussures dépose son bilan. Ce sont 30 personnes qui sont menacées de chômage. Le travail continue pour l'instant sous la direction d'un syndic.

⑦ LUTTES OUVRIERES -

Angers LE CLIMAT SE DURCIT

MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS D'OUTELEC :
(200 personnes qui fabriquent des cabines téléphoniques). L'Intersyndicale CGT - CFDT a appelé à manifester devant la mairie pour dénoncer la réduction d'horaires accrue de 32 H à 28 H et les menaces de licenciement.

A CIBIE, LE CLIMAT SE DURCIT :
Depuis un mois CGT et CFDT exigent 2 % d'augmentation et 60 F pour tous : ils ont entrepris des grèves et tournantes qui bloquent la production au moindre coût pour les ouvriers. Face à cela la direction menace de ne payer que les heures correspondant à une production réelle. Les syndicats dénoncent cette attitude qui équivaut à un lock-out et traduit le refus de toute négociation d'une direction de choc qui a déjà montré son mépris pour les ouvriers : conditions de travail, utilisation abusive de personnel temporaire, contrôle médicaux par la médecine patronale Sécurex, répression syndicale et pratiques policières dans les rapports de travail.

La Roche S/Yon UNE USINE DE MATERIAUX EN GREVE

GREVE A VENDEE-MATERIAUX (Ets de la Roche/yon).
Une grève a éclaté hier matin à "Vendée-Matériaux", firme spécialisée dans la fourniture de matériaux pour le bâtiment et qui emploie une centaine de personnes à Cholet et à la ROche, à l'Hébergement où est d'ailleurs son siège social. Seul l'établissement de la Roche est touché par le mouvement : une quinzaine de personnes (magasiniers et chauffeurs) sont en grève sur un effectif de 42, cela pour une augmentation de salaire, pour la Garantie des salaires en cas de maladie et pour une question d'attribution de primes aux chauffeurs.
Hier soir, une réunion avait lieu à l'Hébergement, entre la Direction et les délégués des grévistes. Dans un communiqué, la Direction Yonnaise de "Vendée-Matériaux" fait savoir que le service est normalement assuré au dépôt, mais il y a des perturbations dans les livraisons surtout du matériel de gros-oeuvre.

La Rochelle LES CHANTIERS MALLARD TOUJOURS OCCUPES

Les chantiers navals MALLARD sont toujours occupés par les 115 ouvriers en lutte, contre le chômage technique et les diminutions d'horaire non indemnisées. Le Directeur a essayé lundi, de provoquer un référendum pour la reprise du travail, mais les ouvriers ont dénoncé cette manoeuvre et boycotté le vote.

INSEE (Nantes)

La grève continue depuis le 8 mars, dans l'attente des négociations pour la titularisation de tous les auxilliaires, la catégorie unique d'exécution, la prise en compte des années de pour la carrière et la retraite, l'obtention d'une prime.

Nantes GREVE DES PAIEMENTS A LA SECU

Pas de paiements vendredi à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Les syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO, avaient décidé un arrêt de travail d'une journée pour l'ouverture de négociations. Ils sont lésés dans leur classification au regard des responsabilités qu'ils doivent assumer, lors des paiements directs que gouvernement et patronat s'emploient à faire disparaître.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

La Nouvelle Gazette du Palais

24 MARS

1ère affaire

M. L., ferrailleur est accusé d'avoir volé une voiture puis d'avoir causé un accident alors qu'il était ivre et roulait sans permis, celui-ci lui ayant été retiré jusqu'en 1982.

- casier de circulation,
- casuer judiciaire

Pour infraction au code de la route ou accident de voiture.

M. L. conteste le vol de la voiture :

Le Président : "Voyons d'abord l'accident. Vous reveniez d'un enterrement et vous aviez bu".

M. L. : "Oui, mais pas beaucoup".

Le Président : "Qu"aviez-vous bu ?"

M.L. : "Deux bouteilles de rouge"

Le Président : "C'est net, vous saviez que vous étiez ivre. De toute façon, vous vous moquez de la réglementation. Ca parait lorsqu'on regarde votre casier judiciaire (...) Vous ne savez pas conduire, vous conduisez en état d'ivresse, vous êtes un danger public".

M.L. : "M. Le Président, toutes les condamnations que j'ai eues avant ne sont pas vraies. La dernière fois, la ligne jaune, je... (interrompu)

Le Président : "On ne parle pas de ça aujourd'hui, et puis, c'est vous qui le dites. Passons au vol de la voiture. Vous prétendez que M. X. vous avait prêté la voiture afin de vous permettre d'emmener Mme B. votre concubine à un enterrement. M. X., lui, indique que vous avez pris la voiture sans son autorisation"
(M.L. et M. X. sont voisins et tous les deux ferrailleurs)

Mme B. (témoin) : X a prêté la voiture à L, c'est même moi qui suis allée lui demander.

Le Président : Nous avons deux versions, celle de la famille de M. X. et d'un témoin, et la votre et celle de M. L. dont on sait que vous êtes la concubine... !

Procureur : Application de la loi.

Avocat - souligne la différence entre les deux témoignages sur le vol du véhicule et indique que M. X. a dû porter plainte lorsqu'il a su que le prévenu avait eu un accident afin de dégager sa responsabilité qui était engagée étant donné que le véhicule n'était pas assuré (...)

"M. L. a contribué à l'éducation des enfants de Mme B. avec qui il vit depuis 7 ans ; c'est un bon travailleur qui boit peu dans un milieu où, comme chacun sait, on a tendance à boire".

Résultats : Relaxe pour le vol ; Pour l'accident : 8 mois de prison ferme, 200 F d'amende, 3 ans de suspension de Permis de conduire. Dommages et intérêts à la victime de l'accident .

2ème affaire

M. H., professeur, la trentaine, technicien dans une entreprise. L'affaire revient sur opposition (La personne a déjà été jugée par défaut, mais avait une raison valable d'être absent) ; et il a été condamné en 75 pour coups et blessures et injures à caractère raciste à un mois avec sursis et une amende. Il est accusé, d'avoir, en décembre 74, porté des coups entrainant une incapacité de travail de 8 jours et d'avoir proféré les injures : "sale noir", et "sauvage, tu aurais mieux fait de rester dans ta brousse !". Point de départ de l'altercation : dimanche matin, 8 H, dans une HLM, M. S. racle les murs pour faire de la peinture... M.H., le voisin du dessus, descend pour lui dire de cesser...

M. H. : " Je l'ai insulté comme j'aurai insulté n'importe qui : il me portait des coups, j'ai pu le traiter de "bandit", de "sauvage". Mais cela n'avait pas un caractère raciste... d'ailleurs,

.../...

j'ai toujours milité contre le racisme : je suis un anti-raciste !"

Le Président : La coupe était peut-être pleine dans le voisinage. (...) je lis dans le témoignage de Mme X. que S. avait même ramené une chèvre vivante dans son appartement (...) mais le témoin vous a entendu traiter S. de "Tarzan décoloré, qui s'il veut faire du bruit n'a qu'à retourner dans sa jungle...".

M. H. : "Tout l'immeuble en avait assez ! J'ai habité un an au-dessus de S. et c'était un mauvais voisin. C'étaient des cris, des disques à tue-tête (S. était organisateur de bal et se devait d'écouter les derniers succès !!) ; des chiens et des chèvres qui couraient sur le carrelage... Et on ne pouvait rien lui dire : il faisait régner la terreur dans la cage d'escalier. J'ai supporté ça un an, mais un beau jour j'en ai eu assez...

Le Procureur : Je m'en remets à l'appréciation du Tribunal.

L'Avocat : S. a une conduite mauvaise : il est connu de la police, haï de tout l'immeuble. Vindicatif et autoritaire, il ne semble pas fait pour la vie en HLM (Il revient à l'histoire de la chèvre...) "Ils l'ont égorgée et mangée avec leurs amis, en l'arrosant de force vin !" (...) Mon client n'est pas raciste. Il jouait au foot-ball avec des antillais. Il s'est toujours montré amical avec eux, jamais violent ni raciste (...) Quant à l'injure "Tarzan décoloré..." Allons donc ! Que je sache Tarzan était de race blanche, alors Tarzan décoloré cela veut dire qu'il était blond ? Et puis, "Retourne dans ta brousse" On dit bien aux Bretons de retourner dans leur "cambrousse".... Où est le racisme dans tout cela ? Pour les coups et blessures "S. était une grosse brute : les organisateurs de bal, on sait ce que c'est. Mon client était en état de légitime défense". Je demande la relaxe.

Jugement : Mis en délibéré, rendu sous huitaine .

3ème affaire : [redacted]

M. A., 26 ans, cheveux longs, marié depuis deux ans, ouvrier au port, sa femme l'a quitté au mois de novembre 1975 et est retournée chez sa mère. Accusé de coups et blessures sur 4 personnes avec une carabien 9 mm.

Les faits : M. A. est venu un soir devant la maison où habite sa belle-famille et a tiré une cartouche dans la fenêtre d'une des pièces. Personne n'a été blessé.

Le Président : "Nous avons de bons renseignements. Pourquoi avez-vous tiré sur votre belle-famille ? Par vengeance ?"

M. A. : "Non".

Le Président : "Par dépit ? Votre femme vous ayant quitté...?

M. A. : "...."

Le Président : "Vous avez tiré dans la fenêtre de la chambre de la grand-mère de votre femme".

M. A. : "Je ne savais pas que c'était sa chambre, je pensais que c'était la salle de séjour et tout était éteint."

Le Président : "Mais c'est plus grave, vous auriez pu tuer ou blesser plusieurs personnes. C'est devant les Assises que vous auriez comparu. A quoi vous sert cette arme ?"

M. A. : "A rien"

Le Procureur : "Vous n'êtes pas chasseur. Alors pourquoi l'aviez vous acheté ?" Où allons-nous si tout le monde a des armes ?

Le Président : Vous faisiez des cartons ?

M. A. : Oui. Autrefois sur des terrains vagues autour de chez moi.

Procureur : "Les faits sont graves. Il faut confisquer la carabine et une peine de prison sévère s'impose."

Avocat : "Sa femme a fait de nombreuses fugues pendant 2 ans jusqu'au jour où elle n'est pas revenue. M. A. est très amoureux de sa femme."

Au moment où le Tribunal allait prononcer le verdict, une dame furieuse s'avance.

Le Président : Que voulez-vous madame ?

La dame : Je suis la belle-mère de M. A. Je veux qu'on le punisse.

Le Président (rassuré) : Mais nous sommes là pour ça, Madame."

Résultat : 15 mois de prison avec sursis. 300 F d'amende, confiscation de l'arme.

DES PRISONNIERS ECRIVENT AU GARDE DES SCEAUX

Monsieur le Ministre,

Nous venons par cette lettre, manifester notre inquiétude contre des faits qui nous paraissent inadmissibles, poser quelques questions.

Depuis des années s'est instaurée en France, l'habitude de faire la justice sur la place publique. Que les mass média dans leur ensemble montent en épingle les faits divers pour flatter la curiosité malsaine et les plus bas instincts d'un public en mal de sensationnel (tout en lui donnant bonne conscience à peu de frais), c'est infiniment regrettable. Et cela nous juge. Mais ce qui est inacceptable c'est qu'on ait pris l'habitude de faire publiquement, à la radio et à la télévision, le procès de personnes non encore jugées, parfois même pas inculpées ; et ceci bien sûr sans qu'elles soient là pour se défendre et en l'absence d'un avocat. On fait parler les policiers, le commissaire, la concierge, les voisins, etc... On affirme au besoin que le délit ou le crime ne fait aucun doute (et l'on nous abreuve de ragots en faisant de nous des voyeurs !). Ces pratiques sont-elles légales ? Nous en doutons fortement...

... Nous savons que ce sont en grande majorité des pauvres, à tous les sens du terme, des déséquilibrés, des paumés, les exclus de notre société de consommation qui peuplent nos prisons. Nous savons aussi dans quelles conditions ils y survivent. Nous sommes au courant des nombreux suicides de prison, de la mort suspecte de Patrick Mirval (20 ans), du suicide d'un enfant de 14 ans, Thierry Huriez... pour un chèque de 78 F signé par sa malheureuse mère. Nous avons su la mort suspecte de la petite Malika (8ans), probablement violentée par des gendarmes au cours d'une perquisition ; combien d'autres faits semblables ? Nous constatons que ces affaires ne sont pas portées, elles, à grand fracas sur la place publique.Que personne ne parle à leur sujet de "répression" ni de "punir" les coupables. Nous savons que les jeunes "délinquants" viennent en majorité des quartiers les plus pauvres et des milieux les plus défavorisés. Peut-être faudrait-il remédier à cela avant de parler de répression ? D'autant que ceux qui n'ont que ce mot à la bouche sont, en général, eux-mêmes, bien logés et abondamment pourvus !...

... Notre société est CRIMINOGENE . Nous le redisons : flatter les instincts de peur, de haine, et de vengeance de toute une population sans s'attaquer aux causes nous parait suspect. Nous nous refusons à tous procès d'intention. Certains en viennent cependant à se demander s'il ne s'agit pas, spécialement en période électorale, de détourner l'attention des véritables plaies de notre société et d'empêcher ainsi les gens de trop réfléchir. Nous souhaitons vivement qu'ils se trompent : il serait évidemmment inqualifiable de se servir à de telles fins du meurtre d'un vieillard et de la mort d'un enfant. Nous le répétons avec force, les mesures répressives ne serviront à rien si l'on ne s'attaque pas très vite aux sources du mal ; si l'on n'incite pas les gens à réfléchir, au lieu de faire de la démagogie. Les choses ne sont pas si simples et les "malfaiteurs" et les "individus" dangereux pour la société" ne sont pas forcément tous à l'intérieur de nos prisons.

Nous souhaitons vivement être entendus. Nous transmettons copie de cette lettre à Monsieur le Président de la République et à divers journaux.

Veuillez agréer, etc... etc...

CAP - LYON et NANTES.

INSEMINATEURS contre MARCHANDS de SEMENCES

Derrière un problème apparemment "technique", et sur lequel -pourquoi s'en priver ?- on pourrait multiplier les plaisanteries faciles, la mise en cause d'un aspect de l'évolution du capitalisme dans les campagnes. Sous le couvert du progrès scientifique et de la rationalité, le progrès de la rentabilité capitaliste, et la sélection d'une élite aux dépens de la masse des "minables"...

INSEMINATEUR, INSTITUTEUR...

Depuis des années, la reproduction des bovins est assurée par les coopératives d'insémination artificielle. Amélioration génétique, tests, contrôles : une énorme machine s'est mise en place. L'inséminateur au départ, petit notable, proche par son rôle social du vétérinaire ou de l'instituteur, se comporte -c'est le cas pour une partie d'entre eux au moins- comme un salarié affronté à des menaces précises sur son outil de travail. Et ces menaces concernent aussi l'outil de travail des paysans petits et moyens. D'où la recherche d'une solide unité qui au départ n'est peut-être pas évidente.

Il ne s'agit pas d'une question de salaires : depuis des années, la profession a obtenu un fixe, correspondant à une moyenne de 300 vaches inséminées par mois, avec une prime de 6 % en plus. Il y a par contre un problème d'emploi : actuellement, lancé dans la Vienne, un système d'insémination par les éleveurs eux-mêmes menacé de s'étendre au Maine et Loire, et par la suite aux autres départements.

Mais la véritable menace est ailleurs. Le nouveau système pourrait garantir, sous une forme détournée, du travail à une partie au moins des inséminateurs, reconvertis en "agents commerciaux" des firmes commercialisent "librement" les doses de semence et le matériel nécessaire.

"RESULTATS GARANTIS, TOUT LE MONDE EST GAGNANT"

C'est ce qu'on essaie de faire croire aux éleveurs, en leur faisant miroiter, d'abord, un coût moyen d'insémination moins élevé : 650,00 F de bénéfice pour 50 vaches, 2 500,00 F pour 100 vaches. En même temps, on leur promet des résultats mirobolants (sans en apporter la preuve évidemment...) 80 % de réussite sur 34 inséminations, alors que le pourcentage moyen est actuellement de 66 % environ.

Mais qui sont donc les partisans de l'actuelle remise en cause ? les éleveurs les plus aisés, les plus rentables. Les mêmes, qui par exemple, menacent de quitter la CANA, coopérative d'Ancenis, si elle ne rétablit pas les primes favorisant les plus gros producteurs de lait.

Et qui trouve-t-on derrière eux ? En liaison avec des élevages industriels bien connus, comme Reboton dans l'Isère, on trouve un trust américain de commercialisation et d'importation de la semence, IGS, et derrière, globalement, les intérêts américains liés au développement de la race Holstein. L'Europe constitue un marché de plusieurs millions de vaches. Or, le système actuellemnt en place de coopératives d'insémination contribue par la sélection génétique et les contrôles divers, à l'amélioration de la pie-noire de l'Ouest, qui fait obstacle, pour le moment au développement de la Holstein. Enfin, il faut mentionner l'ensemble des firmes intéressées par les investissements de tous ordres que nécessiteront l'insémination individuelle : Cryo-diffusion, Air-Liquide, spécialisés dans les bonbonnes aéroréfrigérées, etc... (actuellement, 50 à 80 bonbonnes par département. Après, si ça passe, une par éleveur : une bonne opération en perspective.

.../...

L'ENJEU REEL : COMMERCIALISATION, SPECULATION

L'innovation principale n'est pas le droit pour l'éleveur, après un stage de formation, de pratiquer lui-même la mise en place de la semence. Comme le montre l'exemple américain, où l'insémination est totalement "libre", la "liberté" dont il est question c'est la liberté pour une élite d'éleveurs, de stocker les paillettes de semence, avec d'immenses possibilités financières pour celui qui, au départ, dispose de deux atouts : du fric et de l'information.

Prenons un exemple récent, une dose d'un bon taureau reproducteur vaut 600,00 F. Le taureau meurt : coût de la dose : 6 000,00 F ! Autre exemple : le testage, ensemble d'analyses qui permet de mesurer la valeur d'un taureau reproducteur est une opération qui s'étend sur quatre ou cinq ans. Or, l'information sur les premiers résultats commence à circuler (confidentiellement) dès la première année. Il sera donc possible, pour certains, d'acheter 10,00 ou 15,00 F la dose avant que le taureau soit complètement testé, de stocker et de revendre 10 fois plus cher à son voisin quelques années plus tard. Quand encore le voisin, moins favorisé, pourra être sûr qu'il s'agit bien d'une semence de qualité.

UNE CATEGORIE DE LA POPULATION S'ELEVE AU DETRIMENT DES AUTRES : UN CHOIX POLITIQUE

C'est bien de cela qu'il s'agit au fond. On peut éventuellement contester la confiance des inséminatuers dans le système coopératif qui théoriquement, assure le contrôle génétique et sanitaire sans discrimination entre les éleveurs, mais il est sûr que l'autorisation d'inséminer de stocker et de commercialiser la semence individuelle opère une sélection ; investissements coûteux ; seuls ceux qui ont les moyens et la volonté de s'ancrer un peu plus dans la logique capitaliste le feront. Ils monopoliseront les meilleures semences. La grande masse des petits et moyens paysans, qui n'entrera pas dans ce jeu-là, devra donc financer, à un taux moyen plus élevé, l'insémination qui restera pour eux seuls, dans le cadre coopératif.

Le Syndicat CFDT du personnel d'élevage et d'insémination artificielle, seul représenté en Loire Atlantique a donc pris position :

"Une minorité, s'étant trouvée déssaisie d'un privilège de profit exclusif sur l'élevage, tente aujourd'hui de le récupérer : la mise en place de la semence par les éleveurs constituant pour eux le moyen. Cette pratique généralisée permettrait de réserver l'élite des reproducteurs à une minorité d'éleveurs... cette mesure aurait pour conséquence d'augmenter le coût de l'insémination pour la majorité des éleveurs les plus défavorisés."

Le SNPEI-CFDT qui dans le département, a pris contact avec les paysans-Travailleurs et la FDSEA, applique du 15 mars au 15 avril une grève d'avertissement : refus des inséminations artificielles de testage des races pie-noire et Holstein.
Une question reste posée : les inséminateurs sauront-ils par la suite trouver une forme d'action permettant de tracer nettement une ligne de classe entre, d'un côté, la paysannerie capitaliste, les firmes concernées et les inséminateurs qui accepteraient de jouer ce jeu-là, et, de l'autre les travailleurs exploités de la campagne ?

Enquête APL. Paysans-Travailleurs.

P.S. A signaler : après l'appel lancé par B. LAMBERT, la coopérative d'insémination artificielle de L. Atlantique fait parvenir à des coopératives portugaises de la semence de bonne qualité / Solidarité économique par delà les frontières.

UNE TOUR OUI à la Cadivais (PONTCHATEAU) MAIS PAS SUR LE TERRAIN DES HLM !

A Pontchâteau, les habitants ont pris conscience de leur force lorsqu'il s'est agi de construire une tour de 3 étages sur une partie du peu d'espace vert que possèdent les HLM de la Cadivais.
Ces locataires ne veulent pas que ces immeubles deviennent une caserne (comme à Nantes ou St Nazaire), permettant le surpeuplement, la réduction des espaces verts et l'envahissement de parkings. Ils ont été le dire à leur maire, Mesnier conseiller général sortant et réélu peu après, qui se dit le "champion de la ville à la campagne". Jusqu'au 29 février, il avait dit qu'il n'y pouvait rien, mais devant la détermination des locataires il a consenti à téléphoner à l'Office des HLM pour retarder les travaux et prendre une nouvelle décision au Conseil Municipal.

Toutes ces personnes ont fraternisé dans l'action, on se tutoie, on se reçoit les uns chez les autres et c'est dans la bonne humeur que sont fabriquées les banderolles, les tracts, les affiches...

Les locataires d'autres cités construites à Pontchâteau (Le Pré aux clercs, La Clarté) ainsi que des personnes habitant dans des maisons particulières participent à l'action. Et pour être sûrs de ne pas s'arrêter après cette action, ils ont décidé au cours d'une assemblée d'information, le 25 février, de former une association pour la Défense de la Qualité de la Vie. Rapidement, un bureau a été formé ; des cartes de membres ont été vendues, des lettres à différentes personnalités et aux conseillers municipaux ont été écrites, des articles sont parus dans la presse locale, des pétitions ont circulé dans toute la commune recueillant d'innombrables signatures : médecins dentistes, chefs d'établisements scolaires pour signaler les plus marquantes.

Puis, le jeudi 18 mars, s'est tenue la réunion du conseil municipal, après les élections naturellement (à Pontchâteau, depuis fort longtemps un seul tour suffit pour que ces messieurs passent...) Le maire a présenté le problème de telle manière que seul un conseiller a eu le "courage " de voter contre et qu'un autre ne s'est pas prononcé ; tous les autres ont suivi le chef. Il est vrai qu'il eut droit au sermon par certains conseillers, qui pris à part, s'étaient prononcés contre, soi-disant parce qu'ils n'avaient pas été assez informés...

N'empêche que le résultat du vote est là. Pour faire penchez la balance, le Maire s'est appuyé sur un document des HLM (Société Nantaise) qui montre que même avec quatre bâtiments, le groupe de la Cadivais sera plus vivable que les deux autres de Pontchâteau. Pourquoi ne pas comparer par rapport à ceux de la Bouletterie à Saint-Nazaire aussi ?

Bien que le vote entérine l'affaire, les locataires n'ont pas voulu en rester là. Une vingtaine d'entre eux ont voulu demander une explication, un dialogue ; un seul a accepté ; les autres se racontant de bonnes histoires. Pendant près de deux heures, les deux groupes se sont observés, surtout lorsqu'il a été demandé au maire de restituer les pétitions qui n'ont même pas été présentées aux conseillers. Ce monsieur n'a ni voulu nous parler ni nous entendre, et il nous a tourné le dos. La presse prévue par des camarades, s'est empressée de téléphoner à la Mairie pour voir ce qui se passait.

Il n'y a peut-être plus grand chose à espérer du côté de la Municipalité, mais l'action ne s'arrêtera pas là, car il ne faut pas que les travaux commencent.

Association pour la Défense de la
Qualité de la vie.

Rencontres Internationales

"ALTERNATIVE AU SECTEUR"

Du 4 au 7 mars, à PARIS, s'est tenu le congrès international d'"anti-psychiatrie". Quelques nantais y participaient. L'axe principal de ce congrès en a été les échanges sur les expériences et les luttes dans le champ de la psychiatrie, à partir des pratiques de psychiatrisés, des infirmiers, des médecins. Quelques "vedettes" : BASAGLIA, CASTEL, COOPER, GENTIS, GUATARRI, DE HUBER, MOUNI EL KAIM, BELLINI et G. HOF.

De nombreuses commissions, disséminées dans le quartier des Halles, dans des locaux prêtés. On n'a bien sûr pas eu le temps de participer à toutes, mais nous aurons tous, d'ici peu le texte de tous les rapports de commission. On pourra le trouver à Nantes à la Librairie 71.

Quelques thèmes de commissions :

- Luttes de quartier et psychiatrie (avec en particulier des camarades italiens, espagnols et allemands) ;
- Psychiatrie et Partis politiques ;
- Femmes et/dans la psychiatrie ;
- Homosexualité et psychiatrie ;
- Pouvoir psychiatrique et pouvoir psychanalytique ;
- Communautés et psychiatrie ;
- "Et les vieux ?" ;
- Groupe allemand S.P.K.
- Vivisection, expérimentation animale et expérimentation humaine (avec bien sûr Paule l'"emmerdeuse" de Charlie Hebdo).

Entre les commissions, au tard le soir des pièces, des films, des spectacles d'animateurs de rue.

- Pièces : "Souvenirs d'en Face" - Compagnie Friloux-Gedanken ;
  "Le rire du fou" Théâtre de la Commune.
- Films : "Fous à délier" du Collectif italien ;
  "Cet enfant-là" de Fernand Deligny ;
  "Vivre, pas survivre" de J. Schmidt et des retraités du 13ème.

Et comme il est bien connu que toutes les commissions citées, et le thème de toutes ces rencontres internationales, c'est pas politique, la fête prévue le dernier soir en plein air, autour du trou des Halles a été interdite par la Préfecture de Police.

Pour ceux que tout cela intéresse et qui veulent prendre contact avec le réseau ou avec des camarades nantais, écrire à :
Secrétariat du Réseau - L'Autobus, 37, rue Tiquetonne - 75002 PARIS.

Pendant la lutte ___

SOINS GRATUITS

A l'occasion de la journée nationale CGT, CFDT, le personnel du Centre anti-cancéreux René Gauducheau (36 employés) a appliqué un service minimum. Soins gratuits, (grâce à la grève administrative) service assuré suivant les malades. En effet, sur les 31 points présentés à la Commission Paritaire du 10 mars, seuls quatre ont été discutés.

Une motion a largement circulé dans le centre, rappellant leurs revendications demandant :
300 F pour tous, révision de la grille des indices , pré-retraite, congés enfants malades.

(15) ERDRE-

Tous le 1er Mai à la fête de l'Erdre !

1er Mai : Fête du travail

Alors pourquoi pas une fête des Travailleurs sur les rives de l'Erdre ?

Lors de sa dernière réunion, le Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre a mis au point l'organisation d'une journée d'action le samedi 1er Mai 76.

Voici un aperçu du programme retenu :

- A partir de 9 H :
  Rassemblement général sur le Port de SUCE et départ par groupes pour un rallye découverte des bords de l'Erdre (tous les moyens de locomotion sont bons : auto, vélo, à pied, en bateau...

- 12 H 30 - 13 H :
  Pique-nique en trois endroits différents pour les participants au rallye (et pour les retardataires !)

- 15 H :
  . Départ vers le point central de la Fête Populaire qui devrait débuter autour de 16 H à La GANDONNIERE sur la Chapelle/Erdre.
  . Une animation auprès des enfants (marionnettes, ateliers divers) sera proposée.
  . La participation de chanteurs, de musiciens... est assurée (que chacun vienne avec ses talents !)
  . Fest-Noz,
  . Bal musette...

En temps voulu, Ouest-Informations publiera de plus amples renseignements sur cette organisation. Mais que déjà, chacun retienne la date du Samedi 1er mai !

Y aura de l'ambiance !...

Le C.A.B.E.

DE QUOI LIRE

* Le n° 7 de "A propos de...", bulletin de l'U.M.N. est paru :
  - La Situation politique et l'impasse actuelle.
  - Sécurité Sociale : Santé du capital ou des travailleurs.

---

* Un nouveau mensuel : BRETAGNE REVOLUTIONNAIRE
  Journal des Communistes Bretons. BP 713 RENNES.
  Au sommaire :
  - Pour un regroupement des communistes bretons,
  - Les classes sociales en Bretagne,
  - Fougères.

---

* Un nouveau Quinzomadaire : "LE POING DANS LA GUEULE".
  Journal autonomiste révolutionnaire !

---

* Le n° 9 de "Semons l'anarchie" est paru :
  - Anarchie et travail social.

Tout ça peut se trouver à la Librairie 71.

LES BRIGADES DU PRINCE A TOULOUSE

(L'article suivant s'inscrit dans la campagne de revalorisation du travail manuel, section gachette, P. M. matraque)

Montredon, les paysans en colère bloquent une voie ferrée. Intervention musclée des C.R.S. à travers les vignes. C'est la fusillade : 2 morts.
- Un paysan : Emile BOUYTES,
- Un CRS : (commandant de surcroit).

En grande pompes (funèbres), le Prince-Ponia enterre l'un de ses dévoués serviteurs l'élevant au grade de colonel à titre posthume (merci quand même).

Tiens ! le lendemain, la radio bavarde annonce la découverte de deux cadavres déchiquetés à Toulouse. Et toc ! v'la qu'ça devient un attentat manqué contre Ponia, défenseur de la veuve et de l'orphelin (c'est de circonstance), même que celui qu'on réussit à identifier de suite est connu pour ses activités "anarchisantes".

France-Inter annonce que la police effectue des recherches dans les milieux révolutionnaro-anarchistes toulousains.

MANŒUVRES POLICIERES

Sur les lieux c'est la chasse aux sorcières. Les gens qui travaillent à l'imprimerie 34 sont le point de mire de l'action policière. Cette équipe qui habite dans la campagne toulousaine vivant et travaillant dans l'optique libertaire a la sympathie des organisations révolutionnaires. Le manoir qu'ils occupent est indiqué comme le haut lieu de la subversion anarchiste. Si bien qu'à la nuit tombée, trente policiers armes à la main, investissent les lieux.
Un des occupants : - Présentez-moi le mandat de perquisition.
Le policier-chef : - "On s'en fout, on a des ordres, on est couvert".
Après une fouille, qui permet de mettre à jour un "imposant arsenal" (pistolets en plastique et une 22 long rifle avec 6 balles), les neuf occupants sont répartis dans divers commissariats où ils retrouvent leurs copains de l'AAEL (Association pour l'Art et l'Expression Libre) : une trentaine d'individus.

C'est là qu'ils découvrent la machination policière. On essaie de faire avouer aux protagonistes leur participation active à la fusillade de Montredon. La police veut faire passer la fusillade sur le compte d'éléments provocateurs étrangers aux viticulteurs. Car comme le dit la presse :
"Il est impensable que le bon sens paysan ait conduit les viticulteurs à contester aussi violemment le pouvoir en place".

Plusieurs chroniqueurs ont tenu un discours un peu nouveau : "Malgré la crise, le chômage, les fermetures d'usines, les licenciements, les ouvriers eux, ne vont heureusement pas dans la rue le fusil à l'épaule. Et c'est grâce à la responsabilité des syndicalistes ouvriers sur qui les responsables paysans devraient prendre modèle".

Les efforts de la police s'avèrent vains et au bout de 24 h, les gens sont relâchés . Prévenus au manoir, ils apprennent à la radio la découverte d'un important stock d'armes à leur domicile. Les manoeuvres policières étaient savemment appuyés par les mass média. Les victimes ont elles mêmes raconté leur mésaventure et en ont analysé la portée dans un numéro spécial de BASTA, mensuel qu'ils impriment au 34 rue des Blanchers à Toulouse.

L'ATTENTAT...

Ce lieu n'abrite plus l'imprimerie depuis le 17 mars. Elle a tout bonnement été soufflée par l'explosion d'une bombe. Cet attentat, ainsi que ceux contre les locaux de la C.N.T. et une boutique israélienne, a été revendiqué par l'A.A.A. (Alliance anti communiste, anti-terroriste). Tout le matériel est inutilisable. Tous ces évènements renforcent le groupe dans ses convictions et ils sont bien décidés à continuer leur lutte, le premier stade

.../...

étant la reconstitution de l'imprimerie. Ils attendent un coup de main.

Trois façons de les soutenir :

- Acheter BASTA tous les mois :
  . Librairie EUZEN
  . Librairie 71
  Le numéro spécial y est disponible.
- Leur commander du travail en écrivant :
  A. A. E. L.
  B.P. 105
  Cédex 31013 TOULOUSE
- Envoyer du fric au C.C.P. 3.394 34 S TOULOUSE.

Tous les évènements camouflés par la grande presse doivent-ils être divulgués ? Car leur caractère n'a rien d'exceptionnel.

QUE CA SE SACHE !

Groupe de Soutien à I 34

DIGNE... d'excitation à la débauche

Nelly Cavallero est inculpée d'excitation de mineurs à la débauche, par un juge d'instruction. Elle participe à bien des grèves, (élèves, enseignants, P T T,), elle est membre actif du MLAC... Elle a la mauvaise idée d'être propriétaire d'un local à vocation collective dans lequel se trouvait Serge Dorff. Ce dernier est inculpé d'attentat à la pudeur. Il aurait eu dans ce local des rapports sexuels avec des mineurs. Les flics auraient pénétré par deux fois dans ce local sans mandat de perquisition.

Les locaux à vocation collective ça n'a pas l'air de plaire, on dirait même que toute imagination est libre de dire ce qu'il se passe dedans !

La prof, si elle a une condamnation pour "moeurs", est rayée des cadres de l'éducation nationale.

Cette affaire pose une nouvelle fois les problèmes suivants :

- Ce genre d'inculpation qui sévit actuellement. Aix, Marseille, Nantes, et maintenant DIGNE. Comment lutter collectivement contre la Justice ?
- La répression de la sexualité des mineurs. La masturbation rend fou, touche pas ton pipi, il va tomber.
Les garçons ont une quéquette, les petites filles une pacholle et ils s'en servent dès les premiers jours.
- La répression des homosexuelles. Des hommes en l'occurence.
"Il faut bien savoir que l'homosexualité n'est pas le fait de quelques spécialistes nommés pédés, mais un phénomène général dans la pratique qui révèle d'une tendance inscrite en chacun de nous. On ne devient pas pédé, nous le sommes tous et s'il existe bien deux sexes, il n'y a qu'un seul désir sexuel.
"Quant au plaisir, lui, il n'a pas de sexe, celui-ci n'est nécessaire que pour la reproduction. La société condamne le plaisir qu'elle considère seulement comme un supplément une récompense de l'accouplement en vue de la reproduction.

Pour tout renseignement, contacter C A E

VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU de Milos Forman

Ce film nous parle des conditions de vie dans un hôpital psychiatrique américain. Un détenu de droit commun est envoyé dans un asile pour subir un contrôle de santé. Ce détenu (Jack Nicholson) qui aime les plaisanteries va dérégler la machine de cet hôpital psychiatrique.

Car l'asile où se passe l'action n'est pas un asile sordide, les "fous" ont le confort. On y pratique même le libéralisme (avancé ?) , l'infirmière (admirable) - Louise Fetcher - d'un calme irréprochable réunit les pensionnaires, leur donne la parole, suscite le débat, du moment qu'elle le contrôle bien sûr. Malheureusement, Nicholson va tout remettre en question par défi ; il ne va pas jouer le jeu. Il va remettre en cause l'autorité de l'infirmière, aussitôt la répression va s'abattre sur lui. Le voile libéral de l'asile va se déchirer, pour faire place à une répression brutale. Car Nicholson est dangereux, par ses plaisanteries il fait prendre conscience aux "fous" qu'ils ne le sont pas plus que d'autres. Et ça l'infirmière et l'institution asilaires ne peuvent l'admettre.
Quand les malades se révoltent le "meneur" est soumis à un électrochoc qui est utilisé comme punition et non bien sûr comme traitement.
Mais Nicholson ne s'arrête pas, alors il faut supprimer ce gêneur, alors on lui fera une lobotomie (ablation de nerfs du cerveau) qui fera de Nicholson une lope humaine.

Ce film est une dénonciation des institutions (asile ou autre) qui se servent d'un certain libéralisme pour fermer la gueule aux gens, mais quand celui-ci est tourné alors il reste bien sûr la matraque.

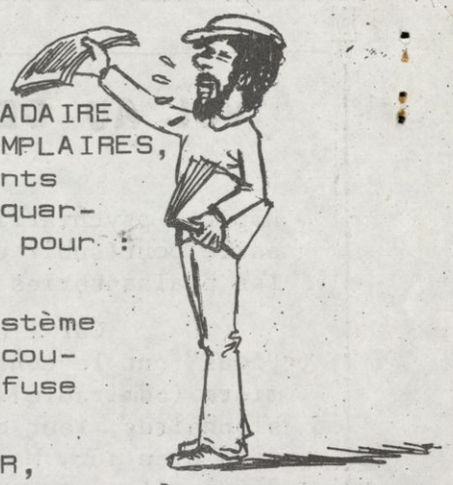
Allez voir Vol au dessus d'un nid de coucou. Gaumont, Place du Commerce (15h, 20h, 22h30) (un lecteur)

CALMOS : le film à scandale de l'année

Après Histoire d'O, qui consacre l'image de la femme-objet soumise devant le mâle, le cinéma réactionnaire à trouvé une nouvelle source de profit. Il utilise les thèmes de lutte des femmes (dans le cas présent, la sexualité) pouren donner une image de la femme obsédée qui "ne pense qu'à çà". C'est ainsi que dans le film toutes les femmes qui vont chez le gynéco, n'y vont que pour se faire toucher, cherchent à violer les mecs, draguent continuellement. Devant l'extension du mouvement de lutte des femmes, il est grand temps de montrer à la femme à quel point elle est ridicule quand elle essaie de s'occuper d'autre chose que de ses casseroles et de ses balais. Il est impensable que les femmes prennent en charge leur sexualité sans devenir nymphomanes. Comment une femme normale (féminine, douce, maternelle) peut-elle remettre en cause les rapports de domination entre hommes et femmes. Il est vrai que ce qui est chez l'homme une qualité indispensable:"chaud lapin" devient un défaut chez la femme: "putain". Par rapport aux luttes des femmes, ce film cherche à montrer que les femmes luttent pour devenir "comme des mecs" , pouvoir draguer, violer, opprimer : c'est faire croire que notre ennemi c'est l'homme, que nous luttons exclusivement pour prendre sa place dans la société alors que nous voulons abolir tout rapport de domination et que notre combat se situe clairement dans la lutte des classes, contre le capitalisme, véritable cause de toute oppression.

Femmes en lutte (groupe étudiant)

OUEST apl information



UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSE A PLUS DE 900 EXEMPLAIRES, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut pour : "UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES ! "

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SOUT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR, à 20h.30 au 12 bis, rue de l'Industrie (derrière la Librairie 71).

Un trimestre 12 n° = 15f. soutien 20f.
Un semestre 24 n° = 30f. soutien 40f.
Une année 48 n° = 55f. soutien 70f.
Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la "Librairie 71".

Librairie 71 : 29 r. J.Jaurès, Tél.73.82.48..
Librairie Euzen : rue Jean-Jaurès.
Librairie J.Vernes (près pl. du Commerce).
Café Surcouf : Morrhonnière.
Café La Noé : Jonelière.
R.U. Le Tertre : mardi midi.
Rue de Strasbourg : face à la Préfecture.
Bellevue : Grande Place (Self-Information).
Buat : [redacted] Tabac LUTETIA, 96, rue du Gal Buat.
~~Zola : Café-tabac,place zola.~~

NOS BONNES ADRESSES...

CSOC (Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience) et GIT (Groupe Insoumission Totale), tous les jeudi de 20h à 22h, 57 rue des Hauts pavés.- CNT-AIT (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs), 43 rue Felix Faure, Rezé, permanences tous les samedi de 15h à 18h.- APF (Association Populaire Familiale), 2 rue Lamoricière.- GASPROM 1 rue Léon Say, 74.65.59. Permanences vendredi 19h-21h.- CENTRE NANTES TIERS MONDE : 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.- CABE (Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre) Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle sur Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70 un film de 20mn. Une brochure de 120 pages sur les luttes menées depuis 6 ans. GSED-MFA, 2ème dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Boissard, Trentemoult, Tél. 75.53.83.- CRIN : mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt (derrière le Restau-U.- CAP (Action Prisonniers), M.Gerin, la Mocquelière, 44800 St-Herblain.-

COMITE CHOMEURS CGT - Permanence le jeudi de 14 à 16 H - Bourse du Travail CGT, rue Arsène Leloup.
COLLECTIF CHOMEURS CFDT - Permanence le vendredi de 15 à 17 H, salle 106 à la CFDT, 37, rue Lamoricière, le mardi de 18 à 20 H, Centre social de la Bernadière ; les 1ers et 3èmes mercredi du mois de 18 à 20 H, Salle J. Louis (rue Louis Macé) à REZE.
FEDERATION ANARCHISTE - Permanence les 1ers mardi du mois de 18 à 20 H, 43, rue Félix Faure à Rezé. Renseignements : Y. Doisy, 96, rue Paul Bellamy - Nantes.